

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- MARS 2022 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances pour l'année 2022 se déroule dans un contexte marqué par la poursuite de la reprise des activités économiques entamée à partir de 2021, mais qui demeure confrontée, d'une part, au retard des précipitations et, d'autre part, au renchérissement des cours des matières premières, notamment l'énergie et les céréales, aux tensions inflationnistes et aux perturbations des chaînes de production et d'approvisionnement.

Dans ce contexte, la situation des charges et ressources du Trésor à fin mars 2022 fait ressortir un solde budgétaire excédentaire de 0,9 MM.DH, contre un déficit de 7,4 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des recettes (+12 MM.DH) plus importante que celle des dépenses globales (+3,7 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales ...

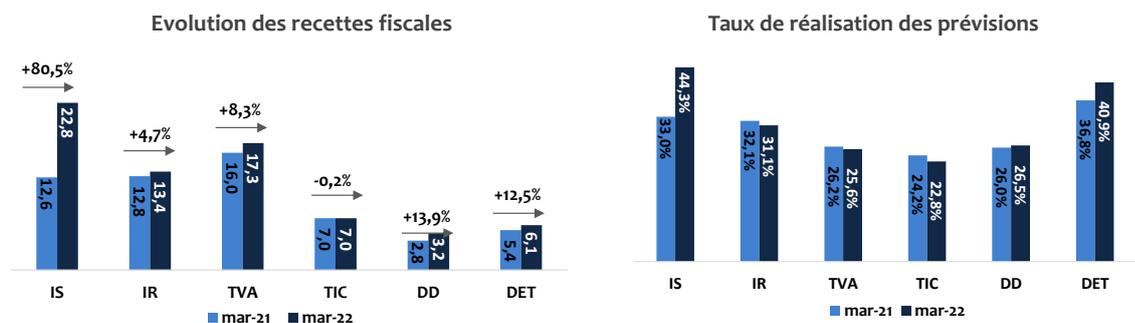
Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, une hausse de près de 12 MM.DH ou 19,5%, comparativement à fin mars 2021, et un taux de réalisation de 28% par rapport aux prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché globalement un bon comportement, avec une progression de 13,3 MM.DH ou 23,3%, enregistrant ainsi un taux de réalisation de 31,5%, et ce, en dépit de la poursuite de l'effort de remboursement des crédits de TVA. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, ont ainsi atteint un montant de 5,5 MM.DH, contre 3,7 MM.DH à fin mars 2021.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé le comportement des recettes fiscales se présentent comme suit :

- Progression de l'IS de 10,2 MM.DH (+80,5%) suite à l'amélioration remarquable du 1^{er} acompte (+3,6 MM.DH, +68,5%) et du complément de régularisation (+6,9 MM.DH, +154%). Cette bonne performance provient essentiellement des secteurs phosphatier, financier et cimentier ;
- Augmentation de l'IR de 0,6 MM.DH (+4,7%) grâce, notamment, aux recettes issues de l'IR sur salaires (+651 M.DH), des opérations de contrôle fiscal (+373 M.DH) et des profits de cession de valeurs mobilières (+206 M.DH). Ces augmentations ont permis de compenser l'effet de base lié aux recettes exceptionnelles recouvrées en 2021 dans le cadre des opérations de régularisation spontanée de la situation fiscale du contribuable ;

- Baisse des recettes de la TVA à l'intérieur de 1 MM.DH (-17,5%), sous l'effet principalement de la hausse des remboursements (+1,2 M.DH) ;
- Augmentation de la TVA à l'importation de 2,4 MM.DH (+23,7%) en liaison avec la hausse de la valeur des importations (effet combiné prix et volume) ;
- Stabilisation des taxes intérieures de consommation à 7 MM.DH recouvrant une baisse des TIC sur tabacs (-221 M.DH) et une amélioration des TIC sur les produits énergétiques et les autres produits (+101 M.DH et +109 M.DH, respectivement).
- Hausse des droits de douane de 388 M.DH (+13,9%), sous l'effet de la progression des importations ;
- Amélioration des droits d'enregistrement et de timbre de 677 M.DH (+12,5%) attribuable à la hausse des droits d'enregistrement (532 M.DH, 30%) et de la TSAV (124 M.DH, 4,8%).



... et rythme moins accéléré des recettes non fiscales

Pour leur part, les recettes non fiscales se sont établies à 2,5 MM.DH contre 3,7 MM.DH à fin mars 2021, soit un recul de 1,2 MM.DH.

Les recettes en provenance des établissements et entreprises publics se sont établies à 1 MM.DH contre 1,2 M.DH à fin mars 2021, dont 720 M.DH versés par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie et 257 M.DH par Bank Al-Maghrib. Les « autres recettes » se sont situées à 1,5 MM.DH, dont 889 M.DH au titre des produits des ministères, 277 M.DH provenant des dons CCG et 225 M.DH de fonds de concours.

DEPENSES

Augmentation des dépenses ordinaires ...

L'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une augmentation de près de 7 MM.DH (+11%) et un taux d'exécution de 26,7%.

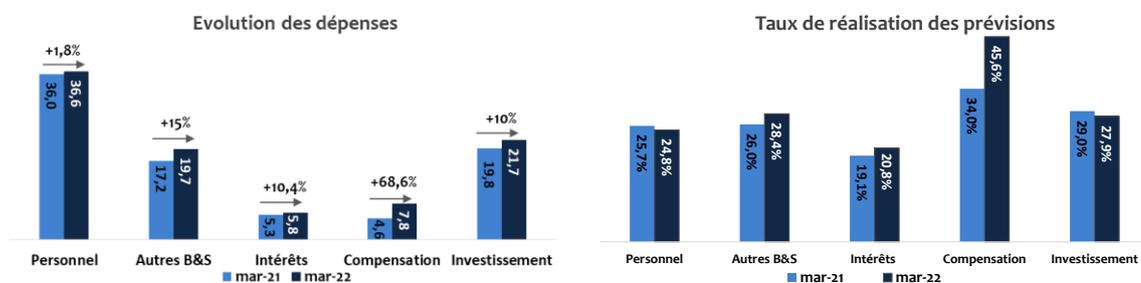
Cette évolution par rapport à fin mars 2021 s'explique principalement par la hausse des charges de la compensation pour un montant de 3,2 MM.DH en liaison, notamment, avec la hausse du cours du gaz butane qui a atteint une moyenne de 890 \$/T contre près de 543 \$/T à fin mars 2021. Ces charges ont enregistré un taux d'exécution de 45,6%.

Les dépenses de biens et services ont augmenté, quant à elles, de 3,2 MM.DH, dont 2,6 MM.DH au titre des « autres biens et services » et 0,6 MM.DH au titre des dépenses de personnel.

Les intérêts de la dette ont connu une hausse de 549 M.DH pour se situer à 5,8 MM.DH, recouvrant une augmentation des intérêts de la dette intérieure (+749 M.DH) et un recul de ceux afférents à la dette extérieure (-201 M.DH).

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires se sont traduites par un solde ordinaire positif de 3,5 MM.DH, contre un solde négatif de -1,6 MM.DH à fin mars 2021.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions ont atteint 21,7 MM.DH, contre 19,8 MM.DH un an auparavant. Comparativement aux prévisions de la LF 2022, leur taux de réalisation s'est élevé à près de 28%.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 19 MM.DH, contre 13,9 MM.DH à fin mars 2021.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,1 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 3,2 MM.DH à fin mars 2021.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 11,4 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de l'ordre de 10,4 MM.DH.

Ce besoin, augmenté de la baisse des dépôts au Trésor (-0,4 MM.DH), a été couvert par le recours au marché de la dette intérieure et la mobilisation de financements extérieurs pour des flux nets respectifs de 18,1 MM.DH et 0,7 MM.DH ainsi que par le flux net des placements sur le marché monétaire (+0,6 MM.DH).

Le flux de l'endettement intérieur recouvre des souscriptions pour un montant de près de 46,1 MM.DH, contre 40,1 MM.DH un an auparavant, et des remboursements en principal pour 28 MM.DH, contre 27,6 MM.DH. Celui de l'endettement extérieur recouvre des tirages de l'ordre de 2,5 MM.DH, contre 6,4 MM.DH à fin mars 2021, et des amortissements de 1,9 MM.DH, contre 1,7 MM.DH un an auparavant.

SITUATION PROVISoire DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2022 / Mars 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
I - RECETTES ORDINAIRES	61.488	262.906	73.491	19,5%	12.002	28,0%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	61.488	257.906	73.491	19,5%	12.002	28,5%
Recettes fiscales	56.991	222.863	70.289	23,3%	13.297	31,5%
- Impôts directs	25.766	97.693	36.678	42,4%	10.912	37,5%
- Impôts indirects	23.014	98.243	24.334	5,7%	1.321	24,8%
- Droits de douane	2.798	12.027	3.186	13,9%	388	26,5%
- Enregistrement et timbre	5.414	14.901	6.091	12,5%	677	40,9%
Recettes non fiscales	3.688	35.944	2.522	-31,6%	-1.166	7,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.172	13.985	1.017	-13,2%	-155	7,3%
- Autres recettes	2.516	16.959	1.505	-40,2%	-1.011	8,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	809	4.100	680	-15,9%	-129	16,6%
- Fonds de soutien des prix	75	600	46	-38,7%	-29	7,7%
- Fonds spécial routier	734	3.500	634	-13,6%	-100	18,1%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	68.891	335.554	72.576	5,3%	3.686	21,6%
DEPENSES ORDINAIRES	63.055	262.061	69.958	10,9%	6.902	26,7%
Biens et services	53.159	216.967	56.359	6,0%	3.200	26,0%
Personnel (1)	36.006	147.537	36.639	1,8%	633	24,8%
Autres biens et services	17.153	69.430	19.720	15,0%	2.567	28,4%
Dettes publiques (2)	5.295	28.075	5.844	10,4%	549	20,8%
Intérieure	4.308	23.390	5.057	17,4%	749	21,6%
Extérieure	987	4.684	787	-20,3%	-201	16,8%
Compensation (3)	4.601	17.020	7.755	68,6%	3.154	45,6%
SOLDE ORDINAIRE	-1.567	845	3.533	-325,5%	5.100	418,1%
INVESTISSEMENT	19.762	77.993	21.728	10,0%	1.967	27,9%
dont Fonds spécial routier	0	3.500	54			1,5%
SOLDE DES CST (4)	13.926	4.500	19.110	37,2%	5.183	424,7%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-7.402	-72.648	914	-112,4%	8.317	-1,3%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-20.856		-11.359		9.497	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-28.258	-72.648	-10.444	-63,0%	17.813	14,4%
FINANCEMENT INTERIEUR	23.539	51.976	9.762		-13.777	18,8%
Endettement intérieur	12.463		18.133		5.669	
Autres opérations	11.076		-8.370		-19.447	
FINANCEMENT EXTERIEUR	4.719	20.672	682		-4.036	3,3%
Tirages	6.440	40.000	2.538		-3.902	6,3%
Amortissements	-1.721	-19.328	-1.856		-135	9,6%

(1) Y compris les charges sociales au titre de la part patronale, classées auparavant au niveau des "Autre biens et services".

(2) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(3) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(4) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Mars	Loi de finances	Mars	Mars 2022 / Mars 2021		Taux de réalisation
	2021	2022	2022	en %	en valeur	en %
RECETTES FISCALES	56.991	222.863	70.289	23,3%	13.297	31,5%
Impôts directs	25.766	97.693	36.678	42,4%	10.912	37,5%
Taxe professionnelle	34	220	12	-64,7%	-22	5,4%
Impôt sur les sociétés (I.S)	12.623	51.447	22.780	80,5%	10.157	44,3%
Impôt sur le revenu (I.R)	12.779	43.041	13.384	4,7%	605	31,1%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires	21	0	2	-90,5%	-19	-
Taxe urbaine/d'habitation	4	22	2	-50,0%	-2	9,0%
Majorations	299	2.136	444	48,5%	145	20,8%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	0	800	46	-	46	5,8%
Autres impôts directs	6	25	8	33,3%	2	31,6%
Impôts indirects	23.014	98.243	24.334	5,7%	1.321	24,8%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	15.967	67.446	17.299	8,3%	1.331	25,6%
(Intérieure)	5.966	24.346	4.924	-17,5%	-1.042	20,2%
(Importation)	10.001	43.100	12.375	23,7%	2.373	28,7%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	7.046	30.796	7.036	-0,2%	-11	22,8%
(Tabacs)	2.745	11.813	2.524	-8,1%	-221	21,4%
(Produits énergétiques)	3.878	16.995	3.979	2,6%	101	23,4%
(Autres)	424	1.989	533	25,7%	109	26,8%
Droits de douane (D.D)	2.798	12.027	3.186	13,9%	388	26,5%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	5.414	14.901	6.091	12,5%	677	40,9%
RECETTES NON FISCALES	3.688	35.944	2.522	-31,6%	-1.166	7,0%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	1.172	13.985	1.017	-13,2%	-155	7,3%
- Autres recettes	2.516	16.959	1.505	-40,2%	-1.011	8,9%
- Cession de participations de l'Etat	0	5.000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	809	4.100	680	-15,9%	-129	16,6%
Fonds de soutien des prix	75	600	46	-38,7%	-29	7,7%
Fonds spécial routier	734	3.500	634	-13,6%	-100	18,1%
RECETTES ORDINAIRES	61.488	262.906	73.491	19,5%	12.002	28,0%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	61.488	257.906	73.491	19,5%	12.002	28,5%